



Oui au traçage numérique des contacts Non à la surveillance étatique des comportements de loisirs

Le traçage de contacts est un outil important dans la lutte contre la pandémie de COVID-19. Depuis l'été 2020, la Suisse utilise une application nationale, SwissCovid, qui assure le traçage de contacts et qui a été téléchargée plus de 3 millions de fois. Le protocole sous-jacent, développé principalement en Suisse, est intégré partout dans le monde aux téléphones mobiles iPhone et Android et a établi une norme internationale élevée en termes de protection de la vie privée.

SwissCovid se base sur les connaissances épidémiologiques qui indiquent que les contacts rapprochés avec des personnes infectées représentent un risque élevé d'infection. Les aérosols jouant un rôle important dans la transmission du Coronavirus, le traçage de contacts prend en compte non seulement la proximité physique, mais aussi le temps passé ensemble lors d'un événement ou d'une réunion, en particulier à l'intérieur. C'est pourquoi des chercheurs suisses, déjà impliqués dans le développement de SwissCovid, ont fait une proposition technique en octobre 2020 avec laquelle le traçage de contacts pour les événements peut également être mis en œuvre de manière décentralisée. Des essais pilotes correspondants sont en cours depuis des mois à l'EPFL.

L'adaptation de l'application SwissCovid pour le traçage décentralisé de contacts lors d'événements est judicieuse pour de nombreuses raisons. SwissCovid est une application sécurisée, connue dans toute la Suisse, et dispose d'une base légale claire. Une extension de l'application à "SwissCovid 2" pour le traçage décentralisé de contacts lors d'événements pourrait être mise en œuvre rapidement. Cependant, il n'y a toujours pas de feuille de route claire de la part de la Confédération à ce sujet.

Il laisse ainsi derrière lui un vide numérique dans lequel s'engouffrent désormais divers cantons et applications. Le canton de Berne, par exemple, a récemment annoncé son intention de créer une base de données centrale. Ces bases de données centrales

présentent un risque important car les données sont rassemblées en un lieu central. Les utilisateurs de de l'application fournissent ainsi leurs données personnelles et perdent le contrôle de celles-ci. Comme toutes les données sont stockées en un seul endroit, le risque de perte catastrophique de données (par exemple, en cas de piratage) est énorme. Une utilisation ultérieure des données à d'autres fins reste possible à tout moment. Les règles juridiques sont censées empêcher cela - mais seulement jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par de nouvelles règles. L'expérience d'autres pays montre que les infrastructures numériques sans transparence ni décentralisation peuvent au fil du temps facilement être utilisées à d'autres fins de surveillance.

Le débat public correspondant a déjà commencé et s'intensifiera dans les semaines à venir. C'est précisément parce qu'il existe une alternative décentralisée que nous demandons à la Confédération de mettre fin à ce chaos et de présenter une feuille de route claire pour SwissCovid 2.

Un chaos d'applications cantonales qui renverse tous les acquis du débat numérique de 2020 - notamment la transparence et la décentralisation - n'apporte rien à personne. Les différentes mesures d'assouplissement ne doivent pas être ralenties par des préoccupations évitables en matière de protection des données. Nous soulignons également que des pays comme l'Allemagne (application "Corona Warn"), l'Angleterre (application NHS COVID-19) ou la Nouvelle-Zélande (application NZ COVID Tracer) s'appuient sur des applications décentralisées pour le traçage de contacts lors d'événements.

CH++

L'association nouvellement créée, CH++, milite pour une Suisse prospère, réactive et durable grâce à la science et la technologie. Le comité est composé d'Esther-Mirjam de Boer, Hannes Gassert, Muriel Staub, Marcel Salathé, Olga Baranova, Serge Bignens et Nathalie Stübi. En savoir plus : <https://www.chplusplus.org>